

Atelier citoyen

24 mars 2017



Val-de-Marne

Syndicalisme



➔ Imposer l'égalité de conditions entre femmes et hommes dans les organisations syndicales

➔ Amnistier les syndicalistes et militants associatifs condamnés pour luttes sociales, écologiques ou pour la défense des libertés.



➔ Redéfinir le dialogue social

➔ Les principes fondamentaux (durée légale du temps de travail, égalité professionnelle, salaire minimum...) resteront dans la loi. Mais, par exemple, les horaires effectifs ou l'organisation du travail seront négociés au plus près du terrain. Ils seront définis par accord majoritaire ou par référendum d'entreprise sur la base d'un accord.



- ➔ Renforcer l'implication des syndicats dans la prise de décisions stratégiques / accès exhaustif à l'information.
- ➔ Encourager la syndicalisation par une grande campagne d'information dans les entreprises.
- ➔ Mettre en place un chèque syndical pour faciliter la syndicalisation en PME et pouvoir négocier à armes égales.



Services Publics et rôle de la Fonction Publique



- Défendre et reconstruire le maillage des transports en commun et de services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires.
- Revenir sur les programmes de privatisation (aéroports, autoroutes, parts publiques...).
- Moratoire sur les partenariats public privé.
- Mettre fin à la paupérisation de la justice et de l'administration pénitentiaire (plan de recrutement, rénovation, fin du tout carcéral)



- Chaque territoire correspondant à un bassin de vie aura le droit à la présence garantie d'un panier de services publics à moins de 30 minutes. Cette norme pourra être opposée à toute fermeture.
- Renforcer des services publics protecteurs : les corps d'inspections doivent permettre de faire respecter le droit du travail, les règles sanitaires et vétérinaires, les règles fiscales, etc
- Donner à la justice les moyens d'assurer la protection des citoyens avec de juste délais et une accessibilité plus aisée, pour les petites comme les grandes affaires.
- Des moyens renforcés et mieux répartis pour la gendarmerie et la police : remplacer les départs à la retraite, créer 1000 postes par an, construire une expertise face aux nouvelles formes de délinquance.
- Restaurer la police de proximité.
- Une défense nationale à la hauteur des dangers et de nos ambitions.
- Arrêt des baisses de dotations aux collectivités territoriales.



- ➔ Recruter 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires.
- ➔ Tous les services publics accueillant du public (hôpital, école, tribunal, CAF, etc.) seront tenus d'afficher leurs résultats en termes de qualité de service (ex : temps d'attente, taux de satisfaction, etc.)



- Supprimer 500 000 postes de fonctionnaires
- Supprimer au moins un départ à la retraite sur deux
- Réformer la constitution pour imposer aux collectivités territoriales la suppression d'au moins un départ sur deux à la retraite. Rapprocher certains départements pour réaliser des économies d'échelles.
- Rétablir les contrats d'intérim dans la FP
- Réformer en profondeur la fonction publique et l'administration pour réaliser les indispensables économies dont notre pays a besoin.
- Améliorer l'efficacité de la fonction publique
- Pour les titulaires hors prérogatives de puissance publique, mise en place d'un droit d'option entre statut remanié ou contrat conjointement avec l'administration et ouvrant sur une rémunération supplémentaire.
- Favoriser la bivalence des enseignants dans les deux premières années de collège.
- Recourir très largement au contrat dans la FP.
- Valoriser les capacités managériales des fonctionnaires.
- « Je souhaite que les chefs d'établissement, soient des « chefs » dans leurs établissements, y compris dans le recrutement des enseignants »
- Dématérialiser les procédures



➔ Recruter 5 000 agents des forces de l'ordre et remettre sur le terrain 5 000 policiers ou gendarmes occupés à des tâches administratives, soit un total de 10 000 agents supplémentaires au service de notre sécurité.



➤ Réarmer massivement les forces de l'ordre : en personnels (plan de recrutement de 15 000 policiers et gendarmes), en matériels (modernisation des équipements, des commissariats et des casernes, adaptation des armements aux nouvelles menaces), mais aussi moralement et juridiquement (notamment par la présomption de légitime défense). Garantir le statut militaire des gendarmes.

➤ Élargir et généraliser le troisième concours de la fonction publique et le réserver aux plus de 45 ans ayant au moins huit ans d'expérience dans le privé.

➤ Préserver le statut de la fonction publique.

➤ Garantir l'égal accès aux services publics sur tout le territoire. Maintenir la Poste et la SNCF dans le public.



L'hôpital et la santé



- Instaurer une politique de santé publique et de prévention (plan de santé environnementale contre la pollution, les pesticides... ; plan de santé au travail avec réseau de médecine du travail ; éradiquer les maladies chroniques liés à l'alimentation; lutte contre le mal logement...)
- Combler les déserts médicaux et créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études afin de pallier l'insuffisance des médecins dans certaines zones.
- Abolir le dépassement d'honoraires, renforcer le paiement au forfait, créer des centres de santé pratiquant le tiers payant.
- Reconstruire le service public hospitalier, revenir sur la tarification à l'acte et les suppressions de lits et de personnels et engager un plan pluriannuel de recrutement de médecins, infirmiers, aides-soignants et personnels administratifs.
- Créer un pôle public du médicament pour faciliter l'égal accès aux traitements, protéger la recherche de la finance et supprimer l'influence des entreprises privées.



- ⇒ Titularisation des AVS
- ⇒ Augmentation de l'allocation adultes handicapés
- ⇒ Changer de logique en matière d'addiction et de drogues (diagnostic global ; légalisation et encadrement de la production et vente de cannabis dont les recettes sont affectés à la lutte contre les addictions et à une politique de prévention).
- ⇒ Déclarer la souffrance au travail « grande cause nationale » ; renforcer la médecine du travail ; reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle ; faire du nombre d'accidents au travail un critère pour l'attribution des marchés publics.
- ⇒ Faire face au vieillissement et à la perte d'autonomie (réduire le reste à charge ; développer les maisons de retraite...)
- ⇒ Rembourser à 100% les soins prescrits dont les soins et appareils dentaires, optiques et auditifs, faire baisser les tarifs des lunettes et appareils auditifs.



➔ Interdiction des pesticides dangereux et des perturbateurs endocriniens.

➔ Conférence écologie prévention santé

➔ Pour un plan d'**amélioration des conditions de travail à l'hôpital** (organisation, effectif, rémunération), renforcer la médecine du travail au sein de la fonction publique et reconnaître également le burn-out pour les fonctionnaires.

➔ contre les déserts médicaux retirer le conventionnement aux médecins qui s'installent en zone surdotée.



Macron

- ➔ Plan d'investissement santé : 5 milliards d'euros pour l'hôpital et la médecine de ville.
- ➔ Prendre en charge à 100% l'optique, l'audition et le dentaire.
- ➔ Reprendre en charge à 100 % les patients souffrant d'hypertension artérielle
- ➔ Pas un seul soin dé remboursé
- ➔ Vendre les médicaments à l'unité
- ➔ Service sanitaire avec 40 000 étudiants dans la santé pour faire de la prévention dans les écoles et les entreprises.
- ➔ Doubler le nombre des maisons de santé.
- ➔ Un(e) AVS pour tous les enfants en ayant besoin avec emploi stable et salaire décent.
- ➔ + 100 euros par mois pour l'AAH



- ➔ Suppression du tiers payant généralisé
- ➔ Assurance universelle «focalisée » sur les affections graves et de longue durée (retiré)
- ➔ Combattre les déserts médicaux et réduire les temps d'attente aux urgences en développant les maisons médicales et les structures d'urgences pour les premiers soins. Laisser une grande liberté d'organisation aux professionnels de santé pour créer les structures les plus adaptées.



- ➔ Lutter contre les déserts médicaux en instaurant un stage d'internat dans les zones concernées, en permettant aux médecins retraités d'y exercer avec des déductions de charges et en y développant les maisons de santé.
- ➔ Maintenir au maximum les hôpitaux de proximité et augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière.
- ➔ Protéger la complémentarité du double système de santé public et libéral.
- ➔ Développer la vente des médicaments à l'unité.
- ➔ Revaloriser l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), donner plus de moyens aux Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH)



L'école et l'éducation



- Abroger la réforme des collèges
- Garantir le cadre national des programmes et des diplômes
- Etendre la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans en adaptant les pédagogies et les parcours scolaires
- Instaurer une nouvelle carte scolaire établissant la mixité sociale
- Baisser le nombre d'élèves par classe en primaire, la présence de davantage d'instituteurs que de classes dans les écoles, le développement des RASED
- Mettre en œuvre un plan de lutte contre les inégalités à l'école maternelle et primaire, notamment avec un droit à la scolarisation dès 2 ans
- Réserver l'argent public au financement de l'école publique (abrogation de la loi Carle notamment)
- Assurer la gratuité réelle de l'éducation publique, y compris les cantines, le transport et les activités périscolaires, fournir gratuitement aux élèves les manuels scolaires, ainsi que des fournitures sans marque, pour assurer une égalité réelle des conditions entre élèves et lutter contre l'intrusion marchande à l'école
- Recruter au moins 60 000 enseignants supplémentaires sur le quinquennat et mettre en place un dispositif de pré recrutement pour favoriser l'accès au métier d'enseignant par les jeunes issus de milieux populaires.



- Rétablir le bac professionnel en 4 ans
- Développer les cursus courts dans l'enseignement supérieur et encourager la poursuite d'études après un bac professionnel ou technologique (BTS, DUT, licences professionnelles,...)
- Appuyer l'enseignement professionnel public, arrêter les fermetures de classes et de lycées professionnels et augmenter le nombre d'établissements
- Refonder l'organisation de la formation professionnelle des adultes et la formation continue, et l'inclure dans le service public de l'enseignement professionnel. Elle doit d'abord profiter aux travailleurs pas ou peu qualifiés et aux chômeurs



- ➔ Refonder l'enseignement supérieur (réorganiser les grands instituts de recherche et supprimer l'agence nationale pour la recherche ; redonner les moyens nécessaires ; créer des universités populaires dans chaque université; refonder le financement des universités pour des finances pérennes)
- ➔ Suppression des lois LRU et Fioraso
- ➔ Mettre fin à la précarité des doctorants et jeunes chercheurs par titularisation des personnels effectuant des missions perennes.
- ➔ Accès gratuits aux articles de leurs recherches pour les universités publiques
- ➔ Remise en cause de la dualité grandes écoles et universités en les intégrant et en égalisant les moyens octroyés.



- ➔ Créer 20 000 postes pour qu'il n'y ait pas plus de 25 élèves par classe en CP, CE1, CE2 et pas plus de 20 élèves dans les REP, et REP +, les outre-mers et les territoires ruraux.
- ➔ Créer 15 000 postes pour la formation continue et 2 000 postes pour garantir le remplacement des enseignants absents. A ces 37000 postes créés, s'ajouteront 3 000 postes volants pour garantir un droit à la scolarisation dès 2 ans dans les REP.
- ➔ Service public de soutien scolaire pris en charge par les enseignants au sein des écoles et des collèges
- ➔ Augmenter de 25% sur le quinquennat le budget de l'Etat consacré à l'accompagnement des communes dans la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires et du développement des activités périscolaires
- ➔ Faciliter les passerelles entre les filières à l'université



Macron

- ⇒ Annulation de la réforme des rythmes scolaires
- ⇒ Donner la priorité à l'école primaire pour que tous les élèves sachent lire, écrire et compter en arrivant en 6ème
- ⇒ 12 élèves par classe de CP et CE1 dans les écoles qui ont le plus besoin.
- ⇒ Rétablir les classes bilingues au collège.
- ⇒ Un enseignement spécifique sur le fait religieux
- ⇒ L'autonomie des établissements est le nouveau modèle pour l'éducation nationale
- ⇒ 4 matières obligatoires au BAC, le reste en contrôle continu
- ⇒ 3 ans d'ancienneté au minimum d'ici 2022 pour les enseignants en zone prioritaire.
- ⇒ Interdire l'usage des téléphones portables dans l'enceinte des écoles primaires et des collèges
- ⇒ Etude dirigée au collège grâce à des bénévoles



- Développer les périodes de pré-apprentissage et les filières en alternance dans tous les lycées professionnels. Des licences professionnelles seront préparées sur trois ans et en alternance. Faire converger les contrats existants et impliquer pleinement les branches professionnelles dans la définition des programmes et l'organisation des formations.
- Publication des résultats des lycées pro et des universités (débouchés, salaires, etc)
- Etendre ERASMUS aux apprentis
- Renforcer l'autonomie des universités
- Plus d'autonomie aux équipes éducatives. Elles seront suivies et évaluées. La formation des enseignants sera adaptée à ce nouveau cadre.



- ➔ Age de la scolarité avancé à 5 ans au lieu de 6, pour favoriser l'apprentissage de la lecture et des savoirs fondamentaux par les enfants
- ➔ Fin de l'interdiction des devoirs en primaires
- ➔ A l'école, passer les $\frac{3}{4}$ du temps à l'apprentissage de la lecture et des fondamentaux
- ➔ Favoriser la bivalence des enseignants dans les deux premières années de collège.
- ➔ Trois semaines de découverte des métiers au collège
- ➔ Passer la voie pro aux régions et adapter les diplômes aux besoins locaux
- ➔ La présidence du CA peut être confiée à une personne extérieure à l'établissement ; un parent d'élève est vice-président
- ➔ Demander aux CA de se prononcer sur l'uniforme
- ➔ Laisser les universités fixer leurs règles d'admission en master



- Laisser aux collectivités le choix de revenir sur la réforme des rythmes.
- Abroger la réforme du collège.

- Réécrire les programmes d'histoire et de français du collège sous l'autorité d'académicien. Supprimer le conseil national des programmes.

- 4 épreuves au bac
- Confier aux régions l'enseignement professionnel
- Apprentissage à 15 ans
- Instituer l'uniforme
- Maintenir la responsabilité de l'Etat pour la définition des principes, des programmes et du niveau exigé des professeurs, pour l'organisation des examens nationaux et le contrôle du respect des règles de la République.
- Laisser chaque établissement choisir son dispositif d'accompagnement des élèves

- Confier progressivement aux chefs d'établissement du second degré la possibilité de recruter les professeurs et personnels de l'établissement.

- Accroître l'offre éducative dans les zones de revitalisation rurale et les zones urbaines sensibles en soutenant la création d'établissements publics ou privés innovants.
- Protéger la liberté des parents de choisir d'inscrire leurs enfants dans l'enseignement public ou dans l'enseignement privé.
- Augmenter progressivement le temps de présence des enseignants du second degré dans l'établissement afin de rendre effectif l'accompagnement personnalisé sans changer le nombre d'heures de cours devant élèves.



- Assurer la transmission des connaissances par le renforcement des apprentissages fondamentaux (français, histoire, calcul). À l'école primaire, réserver la moitié du temps d'enseignement au français, à l'écrit comme à l'oral. Supprimer « l'enseignement des langues et cultures d'origine »
- Garantir la liberté de scolariser ses enfants selon ses choix, tout en contrôlant plus strictement la compatibilité avec les valeurs de la République des enseignements dispensés dans les établissements privés hors-contrat.
- Revaloriser le travail manuel en supprimant progressivement le collège unique
- Apprentissage à 14 ans
- Laïcité, neutralité, sécurité à l'école
- Instaurer le respect du maître et le port de l'uniforme
- Retrouver la voie de la méritocratie républicaine
- Revenir sur la réforme des rythmes scolaires
- Sélection au mérite à l'université



Emplois, salaires et temps de travail



- Partage du temps de travail avec la diminution du temps de travail légal hebdomadaire (32h voire en dessous) et l'augmentation de la durée minimale des congés payés (passage à 6 semaines, voire plus)
- Appliquer réellement et immédiatement les 35 heures : majorer les heures supplémentaires (25% pour les 4 premières et 50% au-delà), revenir sur la flexibilisation, l'annualisation, l'intensification et les horaires fractionnés, revenir sur le forfait jour et le limiter aux seuls cadres dirigeants, revenir sur les élargissements du travail du dimanche
- Généraliser une 6^{ème} semaine de congés payés pour tous les salariés
- Favoriser le passage à la semaine de 4 jours pour aller vers les 32 heures et appliquer les 32 heures pour les salariés en travail de nuit et les métiers pénibles
- Interdire les licenciements boursiers
- Engager une revalorisation des salaires des fonctionnaires gelés depuis 2010
- Harmoniser les temps sociaux (par jour/semaine/année/vie) ; installer des bureaux du temps ayant pour mission l'évaluation de la synchronie des temps sociaux constatés (concordance entre les horaires de travail et de garde d'enfant par exemple), l'aide à la formulation des demandes pour l'organisation de la réduction des transports emploi-domicile et de bourse d'échange d'emplois
- Abroger la loi El Khomri



- ➔ Abrogation de la loi travail
- ➔ Durée légale maintenue à 35 heures
- ➔ Propose un processus de convergence sociale qui débutera par un salaire minimum par pays à hauteur de 60% du salaire moyen.
- ➔ revalorisation immédiate du point d'indice des fonctionnaires, une hausse supérieure pour les fonctionnaires catégorie C



- ➔ « mieux payer les enseignants et les faire travailler plus longtemps »
- ➔ Prime de 3000 euros annuels pour les enseignants en zone prioritaire
- ➔ Les horaires d'ouverture des services publics seront élargis aux soirées et au samedi pour s'adapter aux nouveaux modes de vie des Français.
- ➔ Réduire les cotisations payées par les salariés, par les indépendants et par les fonctionnaires : près de 500 euros supplémentaires nets par an pour un salaire de 2200 euros nets par mois.
- ➔ Renforcer la numérisation de l'administration



- ➔ Augmenter le temps de travail des agents : retour aux 39 heures dans la Fonction Publique sur une base annualisée
- ➔ développer le travail indépendant
- ➔ « Si le travail est un outil de production, le capital en est un tout aussi important »
- ➔ Pour les fonctionnaires, « rémunération liée à la performance et au mérite » / 2 jours de carence
- ➔ Introduire le motif de réorganisation de l'entreprise dans les procédures de licenciement collectif pour faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte concurrentiel.
- ➔ Moduler le temps de travail des enseignants sur la carrière
- ➔ Accroître le temps de présence des enseignants



- ➔ Mettre en place un plan de ré-industrialisation dans le cadre d'une coopération associant l'industrie et l'État-stratège pour privilégier l'économie réelle face à la finance spéculative.
- ➔ Retirer la loi Travail(dite loi El Khomri)
- ➔ Dégeler et revaloriser le point d'indice pour les fonctionnaires.
- ➔ Maintenir la durée légale hebdomadaire du travail à 35 heures. Autoriser la négociation sur l'allongement du temps de travail exclusivement au niveau des branches professionnelles et à la condition d'une compensation salariale intégrale (37 heures payées 37 ou 39 heures payées 39).
- ➔ Défisicalisation des heures supplémentaires
- ➔ Deux jours le délai de carence dans le public et le privé



La protection sociale et les retraites



- Etudier les modalités de la mise en place d'un revenu universel, à plus ou moins moyen terme
- Donner la liberté aux artisans, commerçants, indépendants, chefs d'entreprise et auto-entrepreneurs de s'affilier au régime général de la Sécurité sociale plutôt qu'au régime sociale des indépendants (RSI)
- Restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein, ramener la durée de cotisation pour une retraite complète à 40 ans.
- Revaloriser les pensions de retraite au niveau du SMIC pour une carrière complète et porter le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté
- Assurer le financement durable des régimes de retraites solidaires, intergénérationnelles et par répartition, par la mise à contribution des revenus financiers des entreprises, par l'augmentation du nombre de cotisants et de l'assiette de cotisation (créations d'emplois, hausse des salaires, recul de la précarité, hausse de l'activité des femmes, ...) et de leur taux, la fin des exonérations fiscales pour les régimes de retraite par capitalisation.



- Un nouveau statut protecteur : la sécurité sociale intégrale
- Continuité des droits personnels hors contrat de travail (formation, ancienneté etc...)
- Continuité du revenu en cas de perte d'emploi ou de retrait d'activité dans le cadre d'une Sécurité sociale professionnelle

- Etablir le « droit opposable à l'emploi » en faisant de l'Etat l'employeur en dernier ressort : l'Etat propose un emploi en lien avec la qualification du chômeur de longue durée sur une mission d'intérêt général
- Refonder le Service Public de l'emploi en identifiant clairement chacune de ses missions (conseil et accompagnement ; indemnisation ; orientation et formation professionnelle).

- Donner la liberté aux artisans, commerçants, indépendants, chefs d'entreprise et auto-entrepreneurs de s'affilier au régime général plutôt qu'au RSI



- ⇒ Vers une allocation familiale dès le premier enfant
- ⇒ Créer un service public de la petite enfance et ouvrir 500 000 places en crèche



Hamon

- Service public de garde d'enfants en cas d'horaires décalés pour les jeunes parents et particulièrement les mères isolées.
- Revenu universel d'existence : 1 – augmentation du RSA à 600 euros (2018) ; 2 – Revenu universel sans condition de revenu pour les 18 25 ans en 2018 ; 3 – grande conférence pour préparer un revenu inconditionnel à terme de 750 euros.
- Statut unique et socle commun du droit du travail salariés / indépendants
- Améliorer la couverture retraite et maladie des indépendants
- Transformer en salariés les « collaborateurs » des entreprises ubérisées
- Droit inconditionnel au temps partiel accompagné d'une compensation salariale en incitant les entreprises (semaine de 4 jours, congé sabbatique...)
- Reconnaître le burn out comme maladie professionnelle
- Modifier la répartition de l'aide à l'accès aux complémentaires santé en faisant profiter les 8 milliards (ANI et avantage madelin) aussi aux fonctionnaires, retraité-es, étudiant-es, chomeur-euses de longue durée.
- Remboursement par la Sécurité Sociale des activités sportives prescrites par un médecin pour les patients atteints d'une affection de longue durée (diabète, cancer, maladies cardio-vasculaires, obésité...)



Macron

- Ne pas toucher à l'âge de départ à la retraite, ni au niveau des pensions.
- Supprimer la caisse qui gère le RSI pour adosser le régime des indépendants au régime général
- La lutte contre la fraude aux prestations sociales sera amplifiée
- Augmenter de 50 % la prime d'activité (+77 euros par mois en moyenne)
- Faire la transparence sur l'attribution des logements sociaux
- Suppression des cotisations chômage et maladie pour les travailleurs agricoles et les indépendants
- Un système universel avec des règles communes de calcul des pensions sera progressivement mis en place. Le fait de changer d'activité ou de secteur sera sans effet sur les droits à la retraite. Avec un principe d'égalité : pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous !
- Un versement social unique : toutes les allocations sociales versées le même jour du mois, un trimestre maxi après constatation des revenus



- Reculer l'âge de départ à la retraite à 65 ans, pour sauver le régime général des retraites
 - Calcul de la retraite sur les 25 meilleures années pour les fonctionnaires
 - Créer une prestation sociale unique permettant un meilleur contrôle de toutes les aides accordées par l'Etat pour que les revenus du travail soient toujours supérieurs à ceux de l'assistance
 - Suppression des régimes spéciaux de l'administration publique
 - Aligner les jours de congé entre le secteur public et le secteur privé
 - Plusieurs aides seront regroupées en une allocation unique : revenu de solidarité active, allocation spécifique de solidarité, prime d'activité, ainsi qu'allocations logement (APL et AL). Le montant maximal alloué sera strictement plafonné. Cette aide unique sera centralisée dans un même organisme qui connaîtra la situation de chaque foyer fiscal.
 - 2 jours de carence dans la Fonction Publique



➤ Fixer l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour percevoir une retraite pleine.

➤ Mettre en œuvre une vraie politique nataliste réservée aux familles françaises, en rétablissant l'universalité des allocations familiales et en maintenant leur indexation sur le coût de la vie. Rétablir la libre répartition du congé parental entre les deux parents.

➤ Créer un bouclier social pour les indépendants en leur proposant le choix de s'affilier au régime général ou de conserver la spécificité de leur régime après une refonte totale du RSI qui fonctionnera sur la base de l'auto-déclaration trimestrielle des revenus.

➤ Revaloriser le minimum vieillesse (ASPA) partout en France, y compris Outre-mer, et le conditionner à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France

➤ Garantir la sécurité sociale pour les Français

➤ Simplifier l'administration de la sécurité sociale (numérique)

➤ Créer un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance

➤ Supprimer l'AME

➤ Réserver prioritairement aux Français l'attribution du logement socia,



L'écologie



- Constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu'elle peut supporter.
- Protéger les biens communs : l'air, l'eau, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises. Gestion démocratique avec droit à la propriété soumis à l'intérêt général, propriété commune protégée et services publics développés.
- Imposer le respect des normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés en France
- Injecter 100 milliards d'euros supplémentaires dans l'économie pour les investissements écologiquement et socialement utiles.
- Transformer les 41 milliards du pacte de responsabilité et du crédit compétitivité (2% du PIB, 200 milliards sur le un quinquennat) pour financer la transition énergétique et les activités socialement utiles.



- 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2050
- Plan de transition énergétique basé sur la sobriété et l'efficacité
- Sortir du nucléaire (fermer Fessenheim immédiatement, abandon des projets d'EPR, publication des données sur l'enfouissement...)
- Plan de rénovation écologique de tout le bâti
- Développer les transports publics écologiques et repenser la mobilité individuelle (développement du transport ferroviaire, du cabotage maritime, transport fluvial, renationaliser les autoroutes, engager la sortie du diesel, développer les usages partagés de la voiture, les véhicules électriques et les flottes captives).
- Pénaliser les transports sur longue distance pour relocaliser les productions (contribution carbone sur le transport de marchandises, taxe kilométrique aux frontières, privilégier les circuits courts).



⇒ **Consommer autrement** (tarification progressive sur l'eau et l'énergie en incluant la gratuité pour les quantités indispensables ; soutenir les coopératives, objectif 100 % biologique et local dans la restauration collective; réduction de la part des protéines carnées au profit des protéines végétales)

⇒ **Une France 0 déchets** (combat contre l'obsolescence programmée, lutte contre le suremballage et le gaspillage, obligation du recyclage, compostage et incinération avec récupération de l'énergie produite...)

⇒ **Sauver l'écosystème et la biodiversité** (refus de la brevetabilité du vivant, des OGM, des pesticides nuisibles, gestion durable de l'eau, sanctuarisation du foncier agricole, éradiquer la maltraitance animale...)

⇒ **Pour une agriculture écologique et paysanne** (engager une réforme agraire en limitant la concentration des terres, stopper les projets de ferme usine...)

⇒ **Arrêt de ND des Landes**

⇒ **Exploiter durablement la forêt française**



- Plan d'investissement dans la rénovation écologique
- Sanctuarisation des biens communs en les inscrivant dans la Constitution (eau, air, terre, biodiversité)
- Interdiction des pesticides dangereux et des perturbateurs endocriniens
- Conférence écologie prévention santé
- Suspension du CETA / pas de TAFTA et PISA
- Vision stratégique d'Etat pour qu'EDF soit un pilier de la transition
- Objectif de 50 % d'énergies renouvelables d'ici 2050
- Sortir du diesel d'ici 2025
- Programme d'investissement pour le bio et l'agroécologie
- Proposer à l'UE un plan d'investissement de 1000 milliards pour la transition énergétique
- TVA différenciée pour les produits à faible empreinte carbone
- Lutte contre le gaspillage / obligation pour les métropoles de recycler 50 % des déchets d'ici 2022
- Négocier en UE pour que la PAC favorise l'agroécologie
- Exigences contre la maltraitance animale



Macron

- Filtres à air et ventilation dans 1000 écoles pour améliorer la qualité de l'air
- Fermeture en cinq ans des centrales à charbon
- Aucun nouveau permis d'exploration pour les hydrocarbures
- Interdiction d'exploration pour les gaz de schiste
- Augmenter la taxe carbone
- Aligner la fiscalité du diesel sur l'essence en fin de quinquennat
- Objectif : plus de vente de véhicule thermique en 2040
- Organiser un Grenelle de l'alimentation
- Plan de rénovation des bâtiments publics
- 50 % de bio et circuits courts dans les cantines et restaurants d'entreprise d'ici 2022
- Augmentation de la taxe sur les activités publiques
- Equilibrer le mix énergétique (favoriser le vent, la géothermie)
- Maintenir l'objectif de baisse de 50 % de la part du nucléaire d'ici 2050
- Plus de bornes de recharges pour les véhicules électriques
- Prime de 1000 euros pour les propriétaires de véhicule d'avant 2001 pour acheter une voiture plus écologique
- Transformer le Crédit d'impôt CITE en prime immédiatement perceptible
- Limiter usage des pesticides (5 milliards pour un plan de transformation agricole)
- Interdire la vente d'œufs de poules en batterie d'ici 2022



- ➔ Consolider la filière nucléaire française
- ➔ Prolonger l'exploitation des centrales nucléaires existantes de 40 à 60 ans
- ➔ Développer une gamme de petits et moyens réacteurs nucléaires (SMR)
- ➔ Stopper la fermeture de Fessenheim
- ➔ Renforcer les études sur les réacteurs de 4^e génération



- Maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française
- Refuser de fermer Fessenheim
- Soutenir une filière française de l'hydrogène (énergie propre)
- Refuser les traités de libre échange et favoriser les circuits courts
 - Interdire l'exploitation des gaz de schistes tant que les conditions de sécurité et de santé ne seront pas réunies
 - Isoler les habitations
 - Développer les filières françaises des énergies renouvelables
 - Moratoire sur l'éolien
 - Faire de la protection animale une priorité nationale



L'égalité



- Reconnaître le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers en situations régulières comme bénéficiant déjà les ressortissants de l'UE
- Défendre le droit du sol intégral pour les enfants nés en France, y compris en Outre-mer
- Faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire
- Régulariser les travailleurs sans papiers pour assurer l'égalité sociale entre les travailleurs
- Introduire le récépissé de contrôle d'identité contre le contrôle au faciès
- Assurer l'égalité réelle et combattre les discriminations fondées sur le genre, le handicap, l'apparence, la couleur de peau, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion ou la croyance, l'origine sociale et la fortune
- Imposer l'égalité de conditions entre les femmes et les hommes et dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives



- ➔ Renforcer la loi et les moyens contre les violences faites aux femmes
- ➔ Généraliser le Planning familial dans ses missions de formation et d'éducation pour la contraception et le droit à l'avortement
- ➔ Adopter une loi de lutte contre le sexisme
- ➔ Abolir la prostitution et garantir la dignité de la personne humaine
- ➔ Assurer l'égalité de toutes les familles, de tous les enfants et des couples mariés et pacsés (succession, funérailles, pensions de réversion, etc...)
- ➔ Ouvrir l'adoption plénière à tous les couples mariés ou non.
- ➔ Lutter contre le temps partiel contraint qui touche 80 % des femmes.



- ➔ Etendre à toutes les entreprises l'obligation d'adopter un plan ou un accord d'entreprise contre les inégalités de salaires et de carrière entre hommes et femmes aujourd'hui limité aux entreprises de plus de 50 salariés.
- ➔ Augmenter les sanctions financières et pénales contre les entreprises qui ne respectent pas cette égalité (interdiction des marchés publics)
- ➔ Revaloriser les métiers occupés majoritairement par des femmes
- ➔ Favoriser les congés parentaux de durée identique entre les parents



- Renforcer les sanctions inscrites dans la loi (1 an d'emprisonnement et 3750 € d'amende) en cas de non respect de l'égalité salariale.
- Réouverture des centres de planning familial dans toute la France



- ➔ Congé maternité unique pour tous les statuts aligné sur le plus avantageux
- ➔ Droit d'individualisation de l'impôt sur le revenus pour éviter de décourager le travail des femmes
- ➔ Testing dans les entreprises pour éviter les discriminations
- ➔ Obliger les formations politiques à respecter la parité dans la présentation de leurs candidats. Et diminuer le financement public des formations politiques qui auront une représentation déséquilibrée en termes de parité.
- ➔ Parité dans les grands postes de l'Etat
- ➔ Téléphone d'alerte
- ➔ Publier les noms des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre les femmes et les hommes



Fillon



- ➔ Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales ; mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femme/homme et lutter contre la précarité professionnelle et sociale
- ➔ Créer une union civile (PACS amélioré) qui viendra remplacer les dispositions de la loi Taubira, sans effet rétroactif



Nuages de mots







Voir le site de la FSU 94 : sd94.fsu.fr